



Déclaration CGT AC – CSA AC 24 octobre 2023

Ce CSA étant le premier depuis la rentrée, il amène à témoigner de quelques éléments introductifs de contexte auxquels sont confrontés les agents d'administration centrale au même titre que la population.

D'abord, un été le plus chaud jamais mesuré, avec des hommes et des femmes qui ont lutté à armes inégales contre des mégafeux ou des inondations monstres. La température moyenne a été supérieure de 1.4 °C à la normale, un été fait de canicules multiples et tardives (en AC des agents ont souffert dans leurs bureaux), de sécheresses sur une partie de notre territoire mais aussi de périodes de froid inhabituels. Un été au cours duquel les tensions et les mobilisations autour des enjeux liés à l'eau ont pris une ampleur inédite.

Ensuite, une actualité de plus en plus inquiétante et anxiogène sur le plan international avec des conflits et des guerres qui de part et d'autres font des victimes civiles par milliers et qui ont des répercussions dans notre pays.

Puis une situation nationale tendue et le sentiment de plus en plus perceptible d'un grand écart entre le vécu de millions de personnes et un gouvernement sourd aux revendications les plus légitimes. Avec un recul de l'âge de départ en retraite aux forceps malgré une réprobation nationale majoritaire et une opposition unanime des syndicats, puis un refus de revalorisation générale des salaires alors que les pouvoirs d'achats dévissent en faisant basculer des familles entières dans la précarité et la pauvreté. Le travail des salariés est de moins en moins bien rémunéré en comparaison des dividendes et revenus financiers de ceux qui les exploitent. Qui plus est sur les 12 derniers mois, rien qu'en se référant à l'indice Insee, la moyenne de l'inflation est en augmentation de l'ordre de 5,8 à 6 % sans compter celle de l'année dernière de plus de 5%. L'augmentation du point d'indice de 3,5% au 1er juillet 2022 est donc très largement insuffisante.

Dans notre périmètre, l'annonce d'un PLF 2024 poursuivant le renversement de tendance avec une hausse des effectifs pour l'ensemble du pôle ministériel est à fortement relativiser notamment pour l'administration centrale qui ne bénéficiera certainement pas de grands renforts. Et quand bien même ! Encore faudrait-il être attractif pour être en capacité de recruter. Quelques exemples récents de cas individuels portés à la connaissance de l'administration ne sont pas pour rassurer en la matière.

Les restructurations se poursuivent et seraient-elles de moindre ampleur, elles occasionnent les mêmes inquiétudes et engendrent des situations difficiles pour nombre d'agents. Dans le même temps, peu d'espoir d'obtenir une promotion, un jour supplémentaire de fermeture imposée dans les services, des problèmes récurrents pour la restauration collective, une politique immobilière réduisant le nombre de mètres carrés par agent.

La colère gronde : mobilisations sociales, révoltes populaires dans les banlieues, conflits environnementaux. Qu'à cela ne tienne, le président, sa première ministre et le gouvernement restent droit dans leurs bottes et manient la répression sous toutes les formes. Plusieurs dirigeants de la CGT en ont d'ailleurs fait l'objet très récemment.

Le 13 octobre, la CGT avec d'autres syndicats de France et d'Europe a appelé une nouvelle fois à la mobilisation notamment pour l'augmentation des salaires et l'amélioration des services publics. Elle continuera de le faire autant qu'il le faudra.